



A/58/INF/6 REV.
ORIGINAL : ANGLAIS
DATE : 21 SEPTEMBRE 2018

Assemblées des États membres de l'OMPI

**Cinquante-huitième série de réunions
Genève, 24 septembre – 2 octobre 2018**

SITUATION CONCERNANT LE TRAITÉ DE BEIJING SUR LES INTERPRÉTATIONS ET EXÉCUTIONS AUDIOVISUELLES

Document d'information établi par le Secrétariat

Le présent document fournit des informations sur la signature et la ratification du Traité de Beijing sur les interprétations et exécutions audiovisuelles ("Traité de Beijing"), les adhésions à ce traité, et les progrès réalisés sur la voie de son entrée en vigueur.

A. SIGNATURE DU TRAITÉ DE BEIJING

1. Le 24 juin 2012, la Conférence diplomatique sur la protection des interprétations et exécutions audiovisuelles a adopté par consensus le Traité de Beijing, qui a été ouvert à la signature le 26 juin 2012. Conformément à l'article 25 du traité, celui-ci est resté ouvert à la signature au siège de l'OMPI pendant un an après son adoption, c'est-à-dire jusqu'au 24 juin 2013.

2. Au 24 juin 2013, 74 parties remplissant les conditions requises, dont la liste figure à l'annexe I, avaient signé le traité.

B. RATIFICATIONS DU TRAITÉ DE BEIJING ET ADHÉSIONS AU TRAITÉ

3. En vertu de l'article 26 du Traité de Beijing, celui-ci entrera en vigueur trois mois après que 30 parties remplissant les conditions requises, définies à l'article 23 du traité, auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

4. À la date indiquée à l'annexe II, les 20 États membres de l'OMPI mentionnés avaient ratifié le Traité de Beijing ou y avaient adhéré.

C. PROMOTION DU TRAITÉ DE BEIJING

5. Depuis septembre 2017, le Secrétariat a organisé neuf événements internationaux, régionaux et sous-régionaux pour promouvoir le Traité de Beijing, à Kampala (Ouganda), à Kingstown (Saint-Vincent-et-les Grenadines), à Moscou et à Saint-Pétersbourg (Fédération de Russie), à Punta Cana (République dominicaine), à San Salvador (El Salvador), à Shanghai (Chine), à Sydney (Australie) et à Tirana (Albanie).

6. Le Secrétariat a aussi mené un certain nombre d'activités, notamment en matière d'assistance législative, au niveau national.

[Les annexes suivent]

SIGNATAIRES DU TRAITÉ DE BEIJING SUR LES INTERPRÉTATIONS ET EXÉCUTIONS
AUDIOVISUELLES (AU 24 JUIN 2013)

Les parties ci-après, qui remplissent les conditions requises, ont signé le Traité de Beijing sur les interprétations et exécutions audiovisuelles : Allemagne, Autriche, Belgique, Botswana, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, Djibouti, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Haïti, Honduras, Hongrie, Indonésie, Irlande, Italie, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Luxembourg, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Monténégro, Namibie, Nicaragua, Ouganda, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Slovénie, Soudan, Suède, Suisse, Tchad, Togo, Tunisie, Union européenne, Zambie et Zimbabwe (74).

[L'annexe II suit]

RATIFICATIONS DU TRAITÉ DE BEIJING SUR LES INTERPRÉTATIONS ET EXÉCUTIONS
AUDIOVISUELLES OU ADHÉSIONS AU TRAITÉ (AU 21 SEPTEMBRE 2018)

Les États membres ci-après ont ratifié le Traité de Beijing sur les interprétations et exécutions audiovisuelles ou y ont adhéré : Algérie, Botswana, Burkina Faso, Chili, Chine, El Salvador, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, Gabon, Japon, Nigéria, Qatar, République arabe syrienne, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Slovaquie et Tunisie (20).

[Fin de l'annexe II et du document]